

Projet COLIBRI : un rayonnement au delà de l' Economie Solidaire ?

Heloisa Primavera¹

1. La délicate construction des représentations sociales: une place pour les réseaux de troc à monnaie sociale en Amérique Latine.
2. La monnaie sociale fait sa rentrée dans l' Economie Solidaire.
3. Un oiseau Phœnix qui regarde plutôt la mémoire collective que ses cendres...
4. Le Projet COLIBRI comme déplacement du problème du chômage à la gestion intégrale du territoire.
5. Comment aller au delà des bonnes idées : le rôle des outils d'intervention.
6. Les premiers fruits de la saison.

1. La délicate construction des représentations sociales: une place pour les réseaux de troc à monnaie sociale en Amérique Latine.

Ce rapport du Centre Walras porte sur l' *Exclusion* et ses *Liens Financiers*, en s'adressant plus spécifiquement aux *Monnaies Sociales*. Mais ces trois expressions n'existent pas depuis toujours, ni en Sociologie ni dans les Sciences Economiques. Bien au contraire, elles sont relativement récentes, aussi bien que les liens entre elles. Il nous faut simplement remarquer que vers 1999 nous avons fait connaissance avec quelques travaux fondateurs dans le domaine des monnaies parallèles, en particulier une recherche sur l'évaluation et les enjeux du phénomène (Blanc, 1998): les expressions plus connues pour faire référence à la variété d'initiatives étaient jusque là nombreuses : monnaies complémentaires, locales, parallèles, auxiliaires, plurielles, privées, d'appoint, de circonstance, de fait, de nécessité, électroniques, fondantes et même... étrangères.

A notre connaissance, l'expression « *monnaie sociale* » n'avait pas encore été utilisée dans la littérature ni dans les initiatives de terrain. En Argentine, la journée de discussion par les membres des réseaux de troc organisés à partir des différentes régions du pays pour établir ses « politiques nationales » d'émission, distribution et contrôle des « bons d'échange », qu'en lieu à Buenos Aires en Mai 1999, a même porté le titre de « *Journée du Non-argent* », tellement grand était le refus de nommer « monnaie » cet instrument qui se diffusait déjà au delà des frontières du pays. Nous n'étions pas convaincus de l'impact positif de ce choix à long terme et pour montrer ce désaccord nous avons proposé l'expression « monnaie sociale », plutôt comme défi dans un événement organisé par l' Institut International Jacques Maritain, la Commission Economique pour l' Amérique Latine des Nations Unies et le gouvernement du Chili (Santiago, avril 1999). Celui-ci proposait une discussion multiacteurs sur la globalisation financière et son impact sur les pays émergents et, comme invités de l' Université de Buenos Aires, nous avons présenté un exposé qui a eu pour titre « *La monnaie sociale du Réseau Global de Troc en Argentine : une nouvelle donne dans le jeu social?* » (Primavera, 1999). A notre avis, c'est la première fois que cette expression a été utilisée dans le domaine de la recherche et du grand public et cela a eu des conséquences dans la polarisation du débat à l'intérieur et entre les différents réseaux.

Un an plus tard, nous proposons que cette expression soit donné à un groupe de travail qui commençait ses discussions à un niveau international dans le cadre du Pôle Economie et Société de l' Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire (www.alliance21.org) et pour lequel nous écrivons un texte de lancement intitulé « *Monnaie sociale: permanence opportune ou rupture de paradigme ?* » (Primavera, 2001) : c'est le point de départ du chantier Monnaie Sociale qui a connu une période d'activités assez intense entre 2001 et 2004 (<http://money.socioeco.org>)

Eloignés de la préoccupation de la priorité et du « trade mark », ce que nous voulons montrer c'est plutôt l'importance de renouveler les catégories conceptuelles, d'introduire des nouvelles lectures des phénomènes, telle que nous proposons ailleurs, en soutenant que la Politique Sociale a besoin de beaucoup d'imagination et du courage pour accomplir sa mission presque impossible (Primavera,

¹ Professeur au Programme de Maîtrise en Administration Publique et Directeur du Programme de Recherche et Développement sur Monnaies Complémentaires et Economie Sociale à la Faculté des Sciences Economiques de l' Université de Buenos Aires, Argentine, primaver@econ.uba.ar

2000). A notre avis, chaque expression porte l'optique, l'intérêt et l'engagement de l'observateur qui la produit, soit-il chercheur, politicien ou activiste: c'est ainsi que l'essentiel des monnaies « complémentaires » est plutôt sa fonction économique, palliative du manque de liquidité, tandis que les monnaies « sociales » prétendent aller au delà de cette fonction, vers le partage de la richesse comme expression de la souveraineté politique, à partir de la récupération du pouvoir d'émission et contrôle de la monnaie. Il est bien vrai que les bons d'échange n'étaient pas forcément vus comme des instruments de « libération politique » par tous les adhérents des réseaux de troc, mais ils suscitaient quand même la discussion à l'intérieur des différents projets collectifs et c'était probablement dû aux promoteurs du mouvement social qui espéraient le pousser dans le sens du partage de la richesse et de la promotion de l'équité dans le développement économique, plutôt que dans la reconstruction d'un marché traditionnel.

C'est, donc, dans ce sens que nous croyons nécessaire de remarquer l'importance de l'utilisation de ces monnaies locales et complémentaires comme des *monnaies sociales*, car c'est dans le contexte de toute l'Amérique Latine - pas seulement en Argentine où elles ont atteint sans doute une dimension inouïe - qu'un mouvement social de portée considérable pousse dans les années '90 et continue à se développer de façon hétérogène mais aussi croissante, avec l'implication permanente des trois acteurs sociaux: l'État, le Marché et les organisations de la société civile de tout type, telles que des petites associations de quartier qui remplacent l'Etat dans l'exécution des politiques sociales, des groupes de voisins organisés en assemblés, des employés chômeurs qui occupent les entreprises qui font faillite, de petites unités domestiques d'économie informelle qui font marcher la société. Il est possible de les ressembler soit comme forme de résistance aux politiques économiques nationales, soit comme partie des familles de stratégies « altermondialistes », selon le degré d'organisation que les impulse. Il est clair qu'en Amérique Latine une de ses stratégies est l' *Economie Solidaire*, qui a donné un nouveau souffle à l'ensemble des mouvements de résistance à l'ajustement structurel imposé par les organismes de crédit international, en particulier le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Alors, nous sommes bien placés à l'intérieur de notre rapport sur l' Exclusion et ses Liens Financiers, sans possibilité de neutralité ou de « lois économiques » insurmontables, mais dans un scénario de luttes d'intérêts entre les acteurs, où les Monnaies Sociales apparaissent comme porteuses d'une nouvelle vision du développement dans l'hémisphère Sud.

2. La monnaie sociale fait sa rentrée dans l' Economie Solidaire

Certes, l' Economie ne se comprend jamais en elle même. L'éthique et les valeurs qui accompagnent forcément les approches économiques des problèmes sociaux - où l'Economie gagne du sens - ont été longuement discutés par Seidl(1975), Sen (1976, 1978, 1987) et Servet (1979, 1996) et Servet et Vallat (1998) et il ne serait pas opportun de le reprendre ici. Mais de l'omettre non plus.

C'est ainsi que pour mieux comprendre l'apparition des différentes stratégies économiques de réponse des acteurs sociaux à la crise du dernier décennie, il faut bien considérer le contexte général dans lequel elles sont nées. Les années '80 ont vu le lent retour des démocraties en Amérique Latine et il était, donc, attendu différentes réactions dans différents espaces culturels, politiques, économiques et sociaux.

Au Brésil, à partir du début des années '80 un mouvement social particulier émerge quand les gens se lancent dans les rues pour réclamer les élections directes. En 1988, une nouvelle Constitution a été sanctionnée, les organisations de la société civile ont continué à s'organiser et, lors d'un simple épisode de dénonciation de corruption dans la campagne du Président Fernando Collor de Melo, le Congrès National a été poussé par les manifestations populaires comptées à des millions à promouvoir la recherche des faits irréguliers lors de la dernière campagne pour les élections présidentielles. Ce qui paraissait alors impossible a eu lieu : le procédé d' « impeachment » a été poussé par les représentants poussés par ses représentés... Huit mois plus tard le Président a dû renoncer pour ne pas perdre ses droits politiques. C'est à partir de ce moment que la campagne de l' *Action Citoyenne* (contre la misère et la faim, pour la vie) s'est lancée, en invitant à l'organisation des citoyens pour « refaire » l' État et pas seulement « punir » les gouverneurs incapables de construire un État démocratique.

Le mot d'ordre qui révolutionnait la sociologie traditionnelle soutenait que « *Ce n'est pas un Etat fort qui crée la démocratie, mais la société civile organisée qui crée et soutient un État démocratique* », en renversant les rôles traditionnels du partenariat État – société civile, spécialement fort dans un continent qui vivait presque deux décennies sous les dictatures militaires. Nous pouvons

déjà y reconnaître les semences de l' Economie Solidaire dans les multiples formes d'économie populaire qui se créent partout dans le pays pour combattre la faim et la poussée de milliers d'organisations de tout type qui démontraient le désir protagoniste dans la société civile et le pouvoir d'accomplir la tâche de « construire un État démocratique ». Les paysans sans terre s'organisent pour *occuper* des terrains non productifs, pour *résister* et pour *produire*, en inaugurant un des principaux mouvements sociaux de notre époque : le MST, Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans terre. Dans les villes, les entreprises qui font faillite assistent aux premières occupations et récupération par les employés déplacés, aujourd'hui organisées autour d'une association nationale, l'Association Nationale de Travailleurs d' Entreprises d' Autogestion – ANTEAG – qui compte quelques centaines d'exemples démontrant cette possibilité, coûteuse sans doute, d'aller au delà de la contradiction patron/ouvrier. Du côté de l'État, dès 1988, à Porto Alegre, ville-symbole qui accueillera plus tard quatre éditions du Forum Social Mondial, le *budget participatif* commence à détruire un autre mythe de la société moderne sur la gestion des fonds publics : les voisins organisés par blocs et quartiers commencent à prendre des décisions sur les services et nouvelles œuvres publiques, accompagnent et évaluent la gestion d'une partie croissante du budget de chaque année. A leur tour, les monnaies sociales font leur rentrée en 1998, à Sao Paulo, où se développait déjà des timides *réseaux d'échanges réciproques de savoir*, inspirés du modèle français de Claire et Marc Héber Suffren (Joly et Sylvestre, 2004). Puis ce sera le tour d'autres grandes villes comme Rio de Janeiro, Porto Alegre à l'occasion du Forum Social Mondial, Florianopolis, Curitiba, Ponta Grossa, Vitória da Conquista, Goiania, Fortaleza... qui se nourrissent de l'expérience argentine.

En Argentine, en 1986, face aux difficultés financières produites par les politiques économiques de l'ajustement structurel, le gouverneur de la province de Salta, au Nord du pays, lance les premières *monnaies locales* officielles, de caractère régional car elle était valable dans toute la province, pour environ 57 villes et villages. A notre avis, ces « *bons provinciaux* » sont un antécédent significatif des monnaies plurielles qui se allaient disséminer plus tard en Argentine, plus que dans n'importe quel autre pays de la région et peut être dans le monde entier . Mais c'est seulement presque dix ans plus tard, en 1995, que naît le premier Club de Troc, dans le village de Bernal, au sud de la ville de Buenos Aires. Il se développe d'abord de façon très restreinte et irrégulière, mais la première réplique du modèle au centre ville de Buenos Aires donne origine au projet d'un réseau. Un an plus tard, avec l'appui médiatique qui s'est lancé sur cette « rareté sociale » plutôt que financière, tout en gardant l'autonomie d'organisation de chaque groupe, les promoteurs des différentes initiatives autour de la ville de Buenos Aires et dans quelques villes en province commencent à penser la possibilité de partager les bons d'échange, pour étendre le marché en espace et variété de produits et services, ce qui allait ainsi donner naissance au premier Réseau « Global » de Troc. Mais, en effet, ce n'est que deux ans plus tard que s'est lancée la structure d'autogestion politique de niveau national nommée « Commission Inter-zonale » et qui pendant plus de quatre ans se réunira chaque mois pour accorder les règles de fonctionnement de l'ensemble de groupes du pays (North, 2004 ; Cortesi, 2003) qui allaient permettre de croître et ne pas être sanctionnés par le gouvernement comme travail « au noir ». L'argent était absolument interdit dans l'espace du « trueque », qui était, en fait un « troc multi-réciproque » fait avec des bons d'échange nommés, en général, « crédits ». C'était, alors, fondamental d'éviter la circulation d'argent officiel pour que l'activité ne soit pas taxée. Des différents réseaux se développent partout dans le pays, à monnaie locale, zonale ou régionale, selon les cas. Mais le principe était toujours le même: il s'agissait d' une *monnaie sociale*, car elle était

- produite par les citoyens pour compenser le manque de liquidité, associé aux transformations du monde du travail et au chômage résultant ;
- distribuée de façon équitable entre les membres des groupes ;
- gérée de façon transparente et contrôlée par l'ensemble des groupes chaque mois.

Quelques années plus tard, des chercheurs, étudiants et journalistes venaient de partout pour étudier le « phénomène du troc » en Argentine, car, au début de 2002, selon l'agence internationale Gallup, les chiffres ont atteint les six millions de personnes qui déclaraient avoir participé ou l'intention de le faire prochainement dans les « clubs de troc » distribués comme les bureaux de poste ou kiosques à cigarettes : petits, moyens, énormes, dans de paroisses, endroits publics ou clubs de quartier, ils y étaient partout, tout le temps. Souvent, en province des pancartes pouvaient être trouvées en disant « *On accepte des dollars US, pesos, bons provinciaux et 'créditos'* » !

En Décembre 2000, pour promouvoir le système sur l'ensemble du territoire national, le Secrétariat de la Petite et Moyenne Entreprise du Ministère d' Economie signe une convention avec les fondateurs du premier « club de troc », qui était alors un des grands réseaux dans le pays et un

phénomène prend la place et rompt le délicat équilibre des réseaux multiples: une « Franchise Sociale » prétend multiplier le système partout dans le pays et le système se brise de l'intérieur pour ne pas avoir pu gérer sa croissance. Une dévaluation des « crédits » de 50, 100 et même 1000 fois prend place et le « miracle » s'évanouit. (Primavera, 2003)

Dans le cadre de ce rapport, il est fondamental de comprendre que la crise des réseaux de troc est survenue presque un an avant la crise de Décembre 2001, et qu'elle a été une crise « inflationniste » produite par une hyper-émission non contrôlée des monnaies complémentaires et pas par l'effet de la crise institutionnelle multiple postérieure. Même si beaucoup a été écrit sur ce thème, beaucoup reste encore à comprendre sur ce phénomène très complexe et nous croyons que des travaux sérieux sont en cours d'élaboration, pour que l'expérience argentine puisse servir aux initiatives similaires, surtout dans les pays appauvris.

3. Un oiseau Phœnix qui regarde plutôt la mémoire collective que ses cendres...

En Janvier 2002, tout était imaginable en Argentine: des incendies presque permanents dans les rues des grandes villes, des centaines d'assemblées de quartier qui demandaient à l'unanimité aux dirigeants politiques « *Allez-vous-en ! Tous !* », des moyennes, voire grandes entreprises qui faisaient faillite, accompagnaient une dévaluation du peso, artificiellement accroché au dollar américain pendant plus de dix ans, qui a grimpé en quelques mois au environ 400 % puis descendue au 300 %. Le dollar US\$ est grimpé à plus de 3,5 puis descendu à 2,70 (mai 2004) et actuellement touche le 3.0. C'est au Brésil qu'il est descendu jusqu'à R\$ 2,25. Ces jours là, il était difficile de voir la lumière au fond du tunnel. Les cinq présidents de la république en deux semaines illustrent le chaos qui régnait alors.

Quand la situation s'est stabilisée, la nouvelle politique économique a conduit à l'interdiction d'importer le minimum nécessaire pour faire marcher le peu d'industrie nationale qui restait et qui n'avait pas été détruite par les produits manufacturés importés d'Asie. Cet effet s'est révélé - paradoxe ? - un facteur de dynamisation presque immédiate de l'économie, de sorte que la croissance détenue dix ans plus tôt a reprise : l'activité des petites entreprises nationales a commencé à être demandées par les moyennes et grandes entreprises qui ne pouvaient plus importer les produits à coût minime de l' Extrême Orient, le crédit bancaire et l'emploi précaire ont commencé à apparaître dans l'horizon.

Pour ce qui est de la crise de liquidité, il est possible de dire que les bons provinciaux ont joué un rôle tellement important, que la dernière stratégie du Ministère de l' Economie en 2001, juste avant la crise finale, avait été celle d'émettre un *bon fédéral* - le Lecop - à usage sur tout le territoire national. Mais la crise politique s'était déjà installée et cela n'a pas pu être mis en pratique.

Malgré l'appui des média qui insistaient sur « la mort du trueque », de nombreux petits groupes et quelques réseaux continuaient à fonctionner à toute petite échelle disséminés dans le pays. Des observations de chercheurs et journalistes estiment à 90% la chute du nombre de membres par rapport aux chiffres de Décembre 2001. La plupart des grands et moyens « clubs » sont fermés, mais les groupes plus petits qui étaient isolés du centre des décisions politiques des grands réseaux ont continué à marcher quand-même. Néanmoins, nous croyons que beaucoup de ce phénomène complexe reste à comprendre: la nature de l'extinction des grands réseaux ne peut pas être expliqué par le simple argument de la perte de confiance dans la « monnaie sociale ». Il aurait été très simple de refaire les bons et fermer les groupes à des usagers enregistrés dans un mécanisme similaire à celui des premiers temps : commencer par installer des petits groupes clos et les ouvrir après à des groupes plus grands, au fur et à mesure que la pression du « marché » du « trueque » le permettait...

On peut reconnaître que, jusqu'à présent, tous ceux qui ont essayé de promouvoir les grands réseaux après 2003, ont échoué. Des multiples formules ont été essayées par différents groupes, sans que les résultats montrent cette résurrection possible de la mise en pratique d'un *marché sans argent*, argent qui, certes, reste encore très rare pour la plupart de la population.

Et qui s'intéresse à cette résurrection d'un marché sans argent ? Sans doute les gens qui composent ces plus de 50% qui vivent encore au dessous de la ligne de pauvreté ; sans doute ceux qui n'ont jamais accédé au marché du travail salarié depuis trois générations. Mais aussi sans doute les politiciens, qui n'ont jamais bien compris le rôle politique de cette initiative ; sans doute les

universitaires locaux qui sont arrivés à des conclusions plutôt prématurément (qu'entends-tu par précoce : « très rapidement » ? « trop tôt » ? « prématurément » ?) à propos de cette expérience (Hintze, 2003) ; sans doute les chercheurs, journalistes et étudiants de partout dans le monde qui sont venus examiner « in situ » le phénomène ou ce qui en reste. Sans doute toute la communauté internationale qui s'intéresse au sort des monnaies complémentaires, qui existent aujourd'hui sur tous les continents, au sein des initiatives les plus diverses (Kennedy, 1995) (Schuldt, 1997) (Lietaer 2001) Viveret (2002), (Kennedy et Lietaer, 2004). Sans doute tous ceux qui s'intéressent à la possibilité de construire un ordre social capable de distribuer la richesse qui existe en abondance sur la planète, sans que cet extraordinaire outil que l'homme a créé soit un obstacle à ce partage.

Comme nous l'avons soutenu au Forum Social Mondial 2002 à Porto Alegre (Juruá et Primavera, 2002), si le capitalisme financier peut être vu comme consolidation de trois stratégies indépendantes et complémentaires, telles que :

- le paiement de la *dette extérieure* par les pays pauvres, qui ne décident pas les taux d'intérêt internationaux ;
- l'accumulation du capital spéculatif sous forme de *fonds de pensions* des retraités riches (des pays riches et des pays pauvres) et
- la déviation d'énormes masses monétaires vers les *refuges fiscaux* (« fiscal havens ») chargés d'une discipline d'accumulation en dehors de tout circuit productif,

il n'est pas moins vrai que les crises de ce capitalisme financier sont de plus en plus fréquentes et que les réactions se font sentir des multiples acteurs, tel que nous l'avons énoncé plus haut .

C'est ainsi que quelques mouvements novateurs peuvent être trouvés. Nous pensons à des réponses produites à partir des années '80 dans le domaine de l'économie, un « *triangle vertueux de l' Economie Solidaire* » capable de s'opposer au « *triangle vicieux du capitalisme financier* », qui paraissait sans issue jusqu'à présent. Nous faisons référence spécifiquement à ces trois mouvements dans l'ordre financier établi (Primavera, 2003):

- les initiatives de *micro-crédit*, qui ont inauguré une nouvelle stratégie d'inclusion financière des secteurs plus démunis ;
- les différents initiatives de cogestion Etat - société civile, telles que le *budget participatif* à Porto Alegre, qui a relancé le débat économique au centre de la politique et altéré les rapports entre les acteurs sociaux ;
- les expériences d'échanges « non monétaires », en particulier celles qui ont incorporé la *monnaie sociale* comme outil de transformation sociale, au delà de l' Economie.

Si nous ajoutons à ces trois stratégies de rupture claire du paradigme dominant en Economie et Finances, les multiples initiatives qui entourent l' Economie Solidaire (Economie Sociale et Solidaire, Economie Populaire, « People's Economy » en Asie) et qui se développent de façon plus ou moins indépendante, nous constatons que l' Histoire récente est jalonnée de *ressources* et d'*outils* qui peuvent être articulés pour produire la synergie nécessaire à la construction plus efficace de cet « autre monde possible » où l'équité et le partage soient possibles. Nous plaçons entre ces ressources et outils les initiatives de la nouvelle associativité telles que les *coopératives d'autogestion*, *entreprises récupérées*, le *commerce équitable*, la *consommation éthique et responsable*, le *nouveau rôle de la femme* dans l'économie, les approches de *développement durable*, les *finances solidaires* et aussi les différentes initiatives de *résistance à l'ordre global* par la société civile, même en dehors de ses organisations. Voilà où l'inspiration est née pour surmonter la crise des réseaux de troc en Argentine et capitaliser ses leçons en Amérique Latine.

4. Le Projet COLIBRI comme déplacement du problème du chômage à la gestion intégrale du territoire

Le colibri est un oiseau sacré chez les peuples de l' Amérique avant l'invasion européenne. Comme tout dans la sagesse des peuples pré-capitalistes, il n'est pas noué à la pensée unique et peut porter des multiples signifiés. La légende des Andes que nous avons pris comme inspiration après la crise de Décembre 2001 parle d' un changement de paradigme survenu dans la forêt amazonienne à partir d'un étrange défi lancé au grand condor par le petit colibri : « C'est moi le roi des oiseaux ! » lui dit il.

Le condor a éclaté de rire devant l'audace de son collègue minuscule mais, comme la scène était observée par des nombreux collègues, il n'a pas hésité à lui offrir une possibilité de démontrer sa supériorité: « Je vous invite donc à courir une course jusqu'à Uiracocha , le Dieu Soleil, qui sera témoin de la présence du vainqueur... » Les amis du petit colibri étaient très embarrassés avec la situation, les paris spéculatifs favorisaient d'une forme écrasante les pronostics du lendemain en faveur du le condor. Quelques amis loyaux restèrent quand même de son côté et étaient là, au petit matin quand la course devrait avoir lieu. Le condor, majestueux, est arrivé le premier. Le colibri ne se voyait pas et, après un délai raisonnable, le condor a décidé qu'il partirait tout seul vers Uiracocha... Son vol splendide laissa sans souffle tous les oiseaux qui étaient présents pour témoigner la prouesse du petit colibri, qui avait quitté sa place avant même le départ. Quand le condor était proche du Soleil – puisque il était interdit de regarder son visage – il pencha sa tête en avant et des plumes de son cou sortit le petit colibri qui s'envola vers Uiracocha... « J'ai vu le visage d'Uiracocha ! Je suis le roi des oiseaux ! » dit-il devant le condor stupéfié et la joie de ses amis fidèles...

Voilà la justification du nom de ce projet qui a été conçu après la crise argentine de Décembre 2001. Plutôt que dans les cendres du passé, nous avons trouvé que le changement de paradigme pouvait venir du défi de quelques supposés fondamentaux sur la nature même de l'argent et des possibilités du changement social, c'est à dire, de faire ce qui n'était pas pensable dans le paradigme normal : voilà le signifié de la monnaie sociale telle que l'expérience argentine l'a montré, même d'une façon éphémère. Nous savons, d'ailleurs, que les changements de paradigme ne se font pas du jour au lendemain. Quelques siècles plus tard, nos yeux continuent à « voir » que le soleil se lève et se couche; pourquoi en serait-il autrement pour une croyance sur laquelle l'ordre social est maintenu depuis si longtemps ?

C'est donc en cherchant – comme le colibri – les réponses où elles n'étaient même pas pensables, que ce projet a été conçu : l'audace au lieu de la prudence, la délicatesse au lieu de la force, de petites actions combinées, avec un minimum d'effort et en gardant la joie de vivre, dans l'activité permanente...

Les grands acquis du « *triangle vertueux de l' Economie Solidaire* » nommé plus haut ont été intégrés dans une combinaison qui doit être singulière et multiple pour chaque contexte. A titre d'illustration, les principes généraux peuvent connaître quatre grandes étapes :

1. ARL - Activation des Ressources Locales. Cette étape vise à établir un diagnostic de la situation au territoire, d'établir ses limites, en se basant sur l'Histoire, les traditions et les événements récents qui ont eu un sens particulier pour la communauté ou le groupe et sur la richesse culturelle comme patrimoine collectif. Cette étape peut trouver des alliés importants dans des projets en voie de développement dans les domaines du culturel, de l'enseignement, de la santé ou du développement productif. Rien ne doit être exclu comme « patrimoine ». Il s'agit donc de définir des défis pour l'avenir, à court et moyen terme, qui représentent un changement significatif, soit au plan individuel, soit au plan collectif. Une matrice de projets est alors construite dans des ateliers collectifs qui durent plusieurs semaines et doivent impliquer tous les acteurs sociaux susceptibles d'être séduits pour participer à la construction de la VISION pour leur communauté, leurs institutions et ses membres. Les projets sont classés selon leurs possibilités de construction dans le court et moyen terme, avec ou sans ressources additionnels, de tout type, de l'extérieur de la communauté. Les projets immédiats et sans ressources additionnels commencent à être planifiés pour démontrer leur faisabilité et les responsables des autres projets commencent à chercher des alliés et partenaires pour les entreprendre. Il est important de remarquer que la *visibilité* des premiers résultats est fondamentale pour la crédibilité du Projet collectif intégral. Des marchés solidaires, des spectacles culturels et gastronomiques, des concours de football pour différentes populations (y compris femmes et âgés), des petits hôtels répartis dans les foyers voisins, des circuits de tourisme responsable, des entreprises de fourniture de repas pour les événements officiels, pour les hôpitaux publics, entre autres, sont parmi les plus fréquents.

2. SAF - Systèmes Alternatifs de Financement : A partir des activités de diagnostic, des projets individuels, coopératifs, institutionnels et collectifs, ceux qui ont été considérés comme les plus importants dans le processus de consensus de la première étape qui demeure toujours ouverte, choisissent des responsables, en général des commissions de trois ou quatre membres minimum, dans lesquelles s'intègrent aussi des représentants des voisins, de l'État et du marché, de façon de profiter des savoirs individuels et collectifs. C'est une étape où la formation est très importante pour

« changer le paradigme » à propos des différents types de financement, en général méconnus: elle peut révéler la possibilité de dons (éventuels et rares), de prêts du type microcrédit, de fonds rotatifs, de prêts de programmes spécifiques.

3. SEC – Systèmes d' Echanges Compensés : avant que le problème fondamental des initiatives productives commence à se manifester, les différentes possibilités d'échanges non marchandes sont envisagées. Il est connu en effet que 70% des nouvelles initiatives économiques fait faillite dans leur première année à cause de difficultés de commercialisation. La présence de circuits collectifs de producteurs/consommateurs peut avoir un impact significatif si ces jeunes entrepreneurs trouvent un marché où leur production trouve une destination sûre : l'organisation des marchés solidaires trouve ici toute sa place, avec du troc direct ou médiatisé par des monnaies complémentaires. Même en Argentine où c'était difficile dans les premiers temps après la chute des grands réseaux de *trueque*, cette possibilité commence à avoir des résultats encourageants.

4. GAP – Gestion Associée et Participative : L'insertion des nouveaux projets productifs (qui sont un instrument permanent dans la récupération du marché de travail dans les pays soumis à l'ajustement structurel) dans les logiques de développement local est une composante qui favorise énormément leur durabilité. Ce développement ne peut être dirigé vers l'accumulation et le circuit spéculatif, mais surtout au marché intérieur et à l'amélioration des conditions de la vie locale. C'est là que les gouvernements locaux acquièrent un rôle fondamental et que la gestion État/marché/société civile gagne son importance. Il est évident que cette gestion ne se fait pas spontanément, après des décennies d'autonomie des acteurs sociaux, considérés plutôt comme des « ennemis » que des partenaires. Le changement de paradigme représenté par le « budget participatif de Porto Alegre » existe dans de nombreuses situations en Amérique Latine, mais n'as pas toujours été valorisé comme un instrument nécessaire au développement local intégré et durable. Des familles de méthodologies ont été développées pour promouvoir cette pratique novatrice et la méthode GAP a été le résultat de l'incorporation des acquis de multiples initiatives réussies en Amérique Latine.

Le Projet COLIBRI ² a été lancé en 2003 (www.redlases.org.ar) et, jusqu'à présent ses résultats sont fort encourageants, dans différents contextes. Il a été, en général, introduit dans des situations de crise dans des projets qui déviaient de leurs résultats prévus, dans le domaine du social comme de la santé et du productif, tout en suivant une stratégie qui essaie d'installer le paradigme de la responsabilité sociale chez chacun des acteurs sociaux, comme nous verrons dans le prochain paragraphe. Depuis les dernières années, nos conclusions à propos des nouveaux mouvements sociaux, dont le *Forum Social Mondial* (www.forumsocialmundial.org.br) et l' *Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire* (www.alliance21.org) témoignent des difficultés de la mise en réseau des différents acteurs sociaux et nous mènent à renouveler l'hypothèse de la nécessité de renforcer le travail sur des régions disposant d'une identité commune, avant de transférer ces idées de construction d'un nouvel ordre social pour l'ensemble des sociétés.

5. Comment aller au delà des bonnes idées : le rôle des outils d'intervention

« Le chemin qui conduit à l' Enfer est pavé de bonnes intentions... »

S'il est facile de trouver des alliés potentiels pour la construction d'un nouvel ordre social, où l'équité et le partage remplacent au bout du chemin le capitalisme financier qui a conduit à la faim, à la violence et au terrorisme, il est moins facile de se mettre d'accord sur *comment* le faire ou même quelles seraient les meilleures voies d'accès à l'Utopie.

La malheureuse séparation cartésienne entre science et technologie, connaissance naïve et rationnelle, profession et « hobby », responsabilité sociale déclarée et exercée, enfin, entre la vie publique et la vie privée nous l'empêche souvent. Mais pas toujours. Si nous quittons vite les discussions théoriques et passons à l'action, des nouveaux outils d'intervention peuvent servir à cette tâche.

² Le Projet COLIBRI a reçu en 2003 un financement de la Fondation Charles Léopold Meyer pour le Progrès de l'Homme pour faire une étude de faisabilité en Amérique Latine, avec l'objectif de développer un réseau de promoteurs du développement local intégré et durable.

Notre expérience de plus de quatre ans dans l'animation collective du Pôle de Socioéconomie Solidaire de l' Alliance 21 (www.socioeco.org) nous l'a bien démontré: les paroles peuvent devenir vides quand elles ne trouvent pas un contexte d'application précis où les valeurs réelles - pas les valeurs déclarées - se révèlent dans les pratiques de la gestion. Au delà de la négation même du collectif, il y a comme conséquence la mort de la créativité et l'hégémonie du plus fort, dont on veut s'enfuir. A notre avis, pour créer un nouvel ordre social, tel que ce mode possible « *responsable, pluriel et solidaire* », il faut en même temps créer des *outils d'intervention* qui empêchent la domination du pouvoir du plus fort (dont, nous savons, la raison est toujours très forte), qui renforcent le pluralisme réel de la reconnaissance de la validité des chemins multiples et qui démontrent la solidarité prétendue au niveau macro aussi dans le niveau micro...

Tout en reconnaissant que notre laboratoire de changement social était au départ en Argentine, en particulier à partir de la promotion des réseaux de *trueque* comme *innovation politique*, il est important de dire que les leçons sont venues de partout. Mais l'écoute attentive de tous les processus institutionnels vécus nous a mené à concentrer les efforts sur la production des *outils de radicalisation de la démocratie*, plutôt qu'à définir des projets et des stratégies précises pour les différents projets d' Economie Solidaire ou de développement local.

L'écoute attentive, le respect réel de l'autre, l'attente des opportunités, voilà des attributs du sage Colibri, qui ont donné comme résultat ces *trois idées-force* utilisées pour construire les outils d' intervention de radicalisation de la démocratie:

- * *Le pouvoir est un jeu permanent, inévitable, nécessaire et créatif.*
- ** *La planète a des ressources suffisantes pour le bien être de tous ses habitants.*
- *** *Chacun de nous est responsable à la fois de son petit monde et du monde entier.*

Mais cette construction n'est pas facile à accepter, ni se fait pas du jour au lendemain. Au long des trois dernières décennies nous avons fait connaissance avec la pensée de trois auteurs sans lesquels ces instruments de radicalisation de la démocratie n'auraient pas été possibles.

Depuis les années '70, nous travaillons avec l'approche de Cybernétique Sociale et Proportionnalité de De Gregori (1978), dont la *théorie triadique du pouvoir* est la seule à nous avoir fourni des instruments capables de changer les pratiques des gens, pas seulement leurs discours.

L'espace d'application de cette théorie a été possible grâce à la technique que ce leader d'un formidable mouvement en Amérique Latine a appelé *Dynamique de Groupe Explicite* et qui propose que, dans chaque opportunité de rencontre, chaque *rôle* défini comme nécessaire par le groupe soit pratiqué de façon alterne et que chaque membre du petit groupe ait un rôle défini, quelqu'un qui l'évalue et que ces deux expressions soient partagées (en silence respectueux) par le groupe entier.

L'espace d'application de cette théorie a été possible grâce à une technique que le leader de ce formidable mouvement en Amérique Latine a appelé *Dynamique de Groupe Explicite*. Celle-ci soutient que, dans chaque groupe humain, le pouvoir peut être distribué de façon favorable à cultiver l'autogestion et les valeurs démocratiques, ou bien, au contraire, à cultiver la productivité compétitive propre du capitalisme excluant. Pour la mettre en pratique, on définit au préalable les différents rôles nécessaires à l'activité qui va avoir lieu et ensuite qui va jouer chaque *rôle*. Ensuite, chaque rôle est pratiqué par quelqu'un comme apprenti, les « animateurs » évaluent à la fin du processus et apportent des suggestions pour améliorer la pratique, de façon que tous aient la possibilité de pratiquer tous les rôles. Selon De Gregori, il y a deux familles de rôles bien distinctes : ceux qui règlent la marche des travaux vers le partage du pouvoir et promeuvent l'autogestion (*rôles de maintien*) et ceux qui font croître le groupe (*rôles de croissance*)

Après un malaise naturel, qui trouve son origine dans chaque rapport individuel particulier face au plaisir et au devoir, les résultats sont très significatifs : *le pouvoir-domination*³ éclate et *l'intelligence collective prend la place des luttes traditionnels pour le pouvoir*, la vanité ou... hélas ! les ressources financières. Aux rôles définis par De Gregori comme *rôles de maintien*, tels que l'*animateur*, le *secrétaire*, le *manager du temps* et le *réceptionniste*, nous ajoutons les *rôles de croissance* : le *moniteur*, l'*idéaliste*, le *pragmatique*, et nous avons créé d'autres rôles spécifiques pour la formation des leaders de processus collectifs des réseaux de troc : l'*observateur de rareté et d'abondance*, le *détecteur des jeux triadiques de pouvoir*, l'*analyseur des trois fonctions cérébrales* (rationnelles, créatrices, opérationnelles) et l'équilibre des aspects *Entrepreneur, Solidaire et Politique* (ESP) dans le comportement de chaque membre du groupe,

Cette dernière approche triadique (ESP) a été inspiré dans les travaux de Hubert Dreyfus (1997) et Fernando Flores (1983, 1997), ancien ministre du gouvernement socialiste de l'Unité Populaire dans les années '70, devenu philosophe du langage en exil, jusqu'à son retour au Chili, où il est devenu Sénateur en 2001 et membre des Commissions de Défense et Science et Technologie. Son approche de l'ontologie du langage nous aide à mieux comprendre notre responsabilité avec l'avenir de l'ensemble des sociétés, à partir de l'*offre* que nous déclarons être dans notre projet de vie.

Last but not least, nous devons faire une reconnaissance spéciale à Marti Olivella (2001), brillant intellectuel de Catalogne, auquel nous devons un outil aussi simple que révélateur et fertile : l'éventail à quatre couleurs nommé DELIBERA, qui nous permet d'écouter l'autre en permanence, évaluer l'impact de nos pensées et construire des décisions collectives basées sur des consensus durables, qui améliorent la durabilité de nos résultats considérés comme des réussites et nous poussent à nous montrer en permanence, comme expression de notre responsabilité sociale mise en acte. La couleur VERTE représente un « accord très fort », le JAUNE un « accord modéré », le ROUGE un « désaccord très fort » et le NOIR l'incompréhension du sujet traité. Après quelques heures de pratique, les gens qui, par des différentes raisons, ne parlent pas souvent commencent à le faire, commencent à être écoutés en permanence, tout en exprimant leurs « accords généraux » plutôt que la concurrence d'idées qui normalement empêche la parole de ceux qui sont (ou se croient) « non autorisés ». En général, c'est le premier outil que nous utilisons pour apprendre au groupes à « écouter » et « s'exprimer » même sans tenir compte du degré de connaissance préalable du sujet. La méthode DELIBERA est facilement reconnu comme un instrument très utile et très puissant, soit par les groupes de base, soit par les groupes multiprofessionnels.

6. Les premiers fruits de la saison : quelques exemples

Deux ans et demi après le lancement d'un groupe de travail sur l'étude de différents *projets intégrés de développement* en Amérique Latine, où la place de la construction de *l'intelligence collective* est occupée par la récupération ou la création d'outils d'intervention de radicalisation de la démocratie, nous pouvons donner quelques exemples d'initiatives de terrain qui représentent les premiers fruits de cette saison d'intégration des réussites et des échecs du dernier décennie. Voilà quelques exemples, à titre d'illustration des premiers résultats du développement du Projet COLIBRI en Argentine :

1. MORA MAI : Où TOUT EST POSSIBLE AU DELÀ L'IMPOSSIBLE

A 60 km de la capitale de la Province de Mendoza, au cœur des Andes argentins, le petit village d'Ingénieur Giagnoni, situé entre les villes de San Martin et Junin, abrite une institution qui assiste depuis une dizaine d'années les enfants des paysans qui travaillent (chaque fois moins) aux vendanges. La main d'œuvre local y est chaque saison plus rare, car des travailleurs temporaires moins chers viennent des provinces plus pauvres et même de Bolivie, dans des camions sans aucun confort et pour travailler dans des conditions indignes. Ces enfants vivent à la dérive, leurs mères font des petits travaux dans les villes voisines (entre 30 et 60 mille habitants), mais n'ont guère de stabilité

³ F. Whitaker (1982) propose, dans un texte en portugais, de faire la différence entre le « *pouvoir-domination* », qui vise à montrer qui exerce le pouvoir sur l'autre, et le « *pouvoir-service* », qui cherche les meilleurs résultats pour l'autre. En complément, le « *contre-pouvoir* » se limite à faire face au pouvoir qu'il veut détruire s'il ne peut pas le prendre (c'est le pouvoir des grèves, par exemple) et le « *pouvoir-alternatif* » cherche plutôt des voies autonomes d'émancipation du pouvoir établi. Les monnaies sociales en seraient un bon exemple.

dans les postes de travail. La terre ne les attire pas comme richesse, les petits vols sont trop fréquents pour courir les risques de petits investissements qui leur permettraient d'aller un petit peu au delà de la survie.

Une petite association conduite par une religieuse depuis quelques années, a appuyé le club de trueque « MORA MAI » qui, pendant la période 2000 – 2002, a pu reconstruire les liens de solidarité entre voisins et se lancer dans la construction d'un espace à usage multiple pour des enfants de 3 à 16 ans, réunis par affinités et âge, où ils apprennent à lire s'ils ne sont pas à l'école ou à améliorer leurs apprentissages s'ils en ont besoin. A partir de cette initiative, quelques enseignants du lycée local ont commencé à faire des cours de formation pour créer des micro-entreprises qui ont attiré l'attention de quelques parents (en général très absents de ce type d'initiative). La formation de deux agents « Colibri » aux techniques de gestion de groupe et de construction d'alliances et de partenariats avec d'autres acteurs sociaux a été à la base de la réalisation de cette construction de la Maison de l'Enfant Jésus pour les Enfants. Celle-ci commence à établir de nouveaux partenariats avec d'autres associations : Fondation Liberté, dédiée à la prévention et au traitement de jeunes gens affectés par la drogue, l'alcool et les jeux de hasard et l'Oeuvre Kolping d'aide au développement de micro-entreprises familiales.

Les outils d'intervention ont été introduits au sein de projets pré-existants, dans le cadre d'une demande importante liée à des situations critiques, à partir de l'année 2002. Récemment, une *proposition de formation* pour un groupe des trois institutions privées et d'une organisation du gouvernement local a été posé et un projet de moyen terme a été établi pour la région des villes de San Martin et Junin, à partir de son identité culturelle et de la reconnaissance par les gouvernements locaux de l'efficacité d'ajouter les instruments du Projet COLIBRI à des différents projets en cours de développement, dans le domaine de l'éducation d'adultes articulée à la création d'emplois, dans une approche de développement local.

Ce cas particulier, qui a pris plus de deux ans pour démarrer, à notre avis, démontre la nécessité de respecter les temps des processus locaux et de cultiver le sens de la responsabilité de chaque institution, ainsi que notre décision d'intervenir avec des *outils de participation* plutôt que d'offrir un « transfert de solutions » que les projets en crise souvent demandent aux consultants.

2. OBERA PA, LA HUITIEME MERVEILLE DU MONDE

Le quartier de Villa Fiorito est connu dans le pays et au delà, car c'est là qu'est né Diego Maradona... un de ses habitants célèbres ! C'est là aussi que la drogue fait des dégâts importants chez les jeunes gens et que la rareté s'exprime avec plus de cruauté. A partir de 1983, un groupe de voisins a décidé de prendre en charge la construction d'une petite place publique pour les enfants et les jeunes gens (car il n'y en avait pas une seule !), mais a bientôt laissé tombé l'idée car les rues sombres n'offraient pas les meilleures conditions pour le faire. A sa place, le défilé carnavalesque a été le rêve de la population jeune et leur a permis de faire du recyclage des ordures de Buenos Aires pour produire les costumes pour la centaine de participants qui se sont intéressés à l'entreprise. Evidemment, sans argent, sans dons d'aucun type, ils étaient les seuls à se procurer comment construire leurs habits : leur travail, leur créativité, leur capacité de se procurer les matières premières...

Peu de temps après, vers 1987, il s'est avéré que des enfants qui semblaient « endormies », en fait se droguaient avec la colle qui s'achetait très beau marché, dans des petits sacs en plastic, à 50 centimes de dollar, qu'ils se procuraient en mendiant près de la gare locale. Il a donc fallu aller au delà des fêtes et commémorations : la petite association ALUD (Association de Lutte contre l'addiction aux Drogues) s'est donc formée à partir des mêmes voisins, sans aucun professionnel au départ. En 17 ans, ALUD a soigné des centaines de jeunes et enfants, a créé une Communauté Thérapeutique d'excellence, partout dans le pays a formé plus de 150 opérateurs communautaires pour la prévention et le traitement de la dépendance des drogues et continue à inventer des stratégies de résistance pour que le chômage n'aggrave pas la situation sociale.

Depuis 2003, le Projet COLIBRI travaille à former de jeunes leaders du quartier, comme opérateurs en prévention et en traitement de la dépendance des drogues, ainsi que comme promoteurs du développement local. Souvent le gouvernement local a du mal à comprendre cette

approche intégrale, dans laquelle le traitement de la dépendance des drogues s'allie à la production de costumes pour le défilé carnavalesque de OBERA PA, qui veut dire « QUI BRILLE BEAUCOUP » en Guarani, langue originale de l'Amérique du Sud, dû à la présence massive dans le quartier de migrants de la province de Corrientes et du voisin Paraguay où cette langue se parle encore dans les rues et s'apprend à l'école officielle. ALUD a reçu des prix pour son GROUPE OBERA PA et aussi quelques subventions pour son travail. On attend dans les mois qui suivent la réponse à un projet de nettoyer le fleuve qui la traverse et qui sert de poubelle à la grande ville de Buenos Aires. La formation de promoteurs du développement local intégré et durable est sous la responsabilité du Projet COLIBRI. Les usagers de ce projet sont plus de 20.000 familles.

3. ASSEMBLÉ POPULAIRE EZEIZA POUR TOUS

A partir de juin 2001, six mois avant la grande crise institutionnelle, les chômeurs des quartiers pauvres de la ville d'Ezeiza, connu pour abriter l'aéroport international qui arrive « au bout du monde », ont commencé à s'organiser pour lutter contre la situation qui paraissait ne pas avoir d'issue. Clubs de trueque, des micro-entreprises, des essais de formation de coopératives de consommation ont été parmi les stratégies plus répandues de l'époque.

Des dizaines d'assemblés populaires de Décembre 2001, peu est resté. Elles se sont diluées ou réorganisées sous de multiples formules. Mais EZEIZA POUR TOUS est demeurée : elle a grandi et s'est multipliée horizontalement et verticalement, c'est à dire, elle s'est étendu dans le territoire et formé des dizaines de leaders politiques qui viennent de s'incorporer à la vie politique du pays. Aujourd'hui, elle présente quatre candidats à élus locaux, aux prochaines élections, aux côtés de la politique traditionnelle. Elle se compose de petites coopératives et micro-entreprises familiales, de marchés solidaires à monnaie sociale (l'EPT est son unité et son origine est le nom de l'assemblée: Ezeiza Para Todos), mais surtout elle présente une dynamique interne très forte de construction de consensus IMPORTANTS et de respect des différences SECONDAIRES... Un exemple de réussite pour la formation COLIBRI qui n'a pris que quelques mois pour assembler la pratique politique et un processus simultané de réactivation économique tourné vers le territoire et non seulement vers les chômeurs.

4. TAPEBICUA 2010 : UNE NOUVELLE DECLARATION D' AUTONOMIE ?

En Argentine, la province de Corrientes se situe au Nord – Est du pays et présente une étrange pauvreté : une énorme bio-richesse de tout type (des terres fertiles, des eaux navigables pleines de poissons très appréciés dans la cuisine des grandes villes, d'énormes réserves de bois) à côté d'une surprenante rareté de petites industries et micro-entreprises pour exploiter rationnellement cette richesse... C'est une région où prédominent plutôt les grandes propriétés agricoles et l'exploitation du bois qui quitte la région sans aucune valeur ajoutée. Tapebicua est un village symbole : presque deux tiers (le chiffre n'apparaît pas) de ses 1500 habitants l'ont quitté dans le dernier décennie ... Ceux qui restent ne consomment presque rien de la production locale. Il était donc très difficile de démarrer un processus autonome de développement local sans aide des régions voisines, au moins comme consommateurs d'une nouvelle production locale. Il y a un an nous avons été consultés par des leaders de la communauté qui ne voulaient pas « émigrer » et qui ne savaient plus où s'adresser. Nous faisons déjà des travaux d'organisation politique dans le cadre du Projet Colibri dans d'autres villes de la province et il nous a paru opportun de commencer quelques « partenariats » entre institutions locales et associations de bien public. Cette dernière année, les premiers promoteurs du développement local intégré ont été formés et se sont dédiés à développer le Projet TAPEBICUA 2010, dans lequel les habitants commencent à s'engager tout en envisageant un projet de moyen terme. Les partenariats avec d'autres villes de la province font partie d'une VISION commune pour l'année 2010, dans lequel il n'y aura pas d'élections officielles, mais la « première déclaration d'indépendance argentine » fêtera ses deux cents ans... et ce serait bien d'en faire une autre ! Dans quelques semaines, nous saurons si le projet COLIBRI aura réussi l'élection du nouveau maire de Tapebicua et au moins un ou deux élus locaux feront parti du projet démarré il y a un peu plus d'un an.

C'est ainsi qu'au cours des deux dernières années, le Projet COLIBRI a offert plusieurs séminaires de formation pour promoteurs du développement local et le suivi (souvent à distance) dans

quelques pays d'Amérique Latine, en utilisant la *monnaie sociale* comme un instrument de l'*Economie Solidaire* et celle-ci comme stratégie du développement local.

Un des cas les plus réussis est sans doute le Banco Palmas (Banque Palmas) à Fortaleza, Ceara, Brésil, où actuellement la monnaie sociale PALMAS est acceptée comme paiement du transport public, pour l'achat d'essence dans une station service locale et du gaz que se vend en flacons métalliques. Le Secrétariat National de l'Economie Solidaire et la Banque Populaire du Brésil viennent de lancer un programme d'appui et mise en réseau de « banques communautaires » sous la responsabilité du nouveau Institut Banco Palmas. Au sud du pays, une monnaie provinciale - le MATE – vient d'être lancée pour l'ensemble de la trentaine de groupes qui se sont réunis pour former le réseau provincial de « clubs de troc » de l'état de Rio Grande do Sul. Que ces initiatives se développent au Brésil, où un Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire existe depuis 2003 à l'intérieur du Ministère du Travail et de l'Emploi, permet au moins un certain optimisme vis à vis de l'avenir !

Dans tous les cas nommés ci-dessus, ce qui est clair c'est qu'il s'agit toujours de complexes processus plutôt politiques qu'économiques *stricto sensu*, où les initiatives réussissent grâce au capital social préalable ou échouent à cause de son manque.

Si vous êtes arrivés jusque là, nous espérons avoir provoqué quelques stimulus de confusion, indignation ou - pourquoi pas ? - de curiosité d'en connaître un peu plus.

Bibliographie :

- BLANC J. (1998), « Les monnaies parallèles : évaluation et enjeux théoriques du phénomène », *Revue d'Economie Financière*, septembre 1998, n°49, pp. 81-102.
- CORTESI J. (2003), "Red de trueque Solidario", in Hintze, S. (ed), *Trueque y Economía Solidaria*, Buenos Aires, PNUD UNGS Prometeo, pp. 181-196.
- DE GREGORI W (1978) "*Hacia la Quinta Amerindia*", tesis doctoral, Escola de Sociología e Política de São Paulo, 388p.
- DE GREGORI W. (2003) « *Cibernética Social y Proporcionalismo : Manifiesto para el III Milenio* », Bogota, ASICS, 276p.
- ESPINOSA CH., DREYFUS H., FLORES F., (1997) "*Disclosing new worlds: entrepreneurship, democratic action and the cultivation of solidarity*", Cambridge, MIT, 222p.
- FLORES, F. (1983) "*Communication and management in the office of the future*", Berkeley, Ph. D. dissertation (mimeo)
- GESELL S. (1916), "*Die natürlich Wirtschaftordnung durch Freiland und Freigeld* ", Hamburg, Gauke, 238 p.
- HINTZE, S. (ed) (2003), "*Trueque y Economía Solidaria*", Buenos Aires, PNUD / UNGS Prometeo, 324p.
- JOLY N., SYLVESTRE J. (2004), "Logiques d'échange et formes de sociabilité. Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs" en *ECONOMIES CHOISIES ? Entre échanges, circulations et débrouille*, Mission à l'Ethnologie Collection Ethnologie de la France, Cahier N° 20, Noël Barbe et Serge Latouche, pp. 78 - 89.
- JURUA C, PRIMAVERA H. (2002), "Economía Solidaria y el triangulo vicioso del capitalismo financiero", in *Hitos del Forum Social Mundial 2002*, Buenos Aires, pp. 37 – 42.
- KENNEDY M. (1995), "*Interest and Inflation Free Money. Creating an exchange medium that works for everybody and protects the earth*", Okema, Michigan, SEVA, 143 p.
- KENNEDY M. , LIETAER B. (2004), "*Regional-währungen. Neue Wege zu nachhaltigen Wohlstand* ", München, Riemann, 301 p.
- LIETAER B. (2001), "*The future of money. Creating new wealth, work and a wiser world.* ", London, Century, 371 p.
- NORTH P., HUBER U., (2004), "Surviving financial meltdown: Barter Networks in Argentina, in North P., Huber U. (eds.), *Alternatives spaces of the "Argentinazo"*, London, Antipode, pp. 963 – 984.
- OLIVELLA M. (1991), "*El poder del diner. La monetica* ", Barcelona, LABAST, 231p.
- OLIVELLA M. (2001) "*El método DELIBERA de construcción de consensos y toma de decisiones*". www.delibera.net
- PRIMAVERA H. (2000) "Política social, imaginación y coraje: reflexiones sobre la moneda social", *Revista del CLAD Reforma y Democracia*, n° 17, pp. 161-188 (traduction en Français à <http://money.socioeco.org/documents>)

- PRIMAVERA H. 2003, « *Riqueza, dinero y poder : el efímero « milagro argentino » de las redes de trueque* », in : Hintze, S. (ed) , *Trueque y Economía Solidaria*, Buenos Aires, PNUD UNGS Prometeo, pp. 121 – 144. (Trad. en Français à <http://money.socioeco.org/documents>)
- PRIMAVERA H. (2003), « Dernier tango à Buenos Aires », *Revue du MAUSS*, n° 21, pp. 113 – 118.
- PRIMAVERA H., RAMADA C. (2005), (ed.), « *¿Dónde está el dinero? Pistas para la construcción del Movimiento Monetario Mosaico* », Porto Alegre, INSTRODI, 194 pp.
- PRIMAVERA H., (2005), « Monnaie Sociale (2) », in : Laville, J.-L. et Cattani, A.D. (2005) (ed) *Dictionnaire de l'AUTRE ECONOMIE*, Paris : Desclée de Brouwer, pp. 385 - 393.
- SCHULDT J., (1997), « *Dineros alternativos para el desarrollo local* », Lima, Universidad del Pacifico, 384p.
- SEIDL, C., (1975), "On Liberal Values", *Zeitschrift für Nationalökonomie*, 35.
- SEN, A., (1976), "Liberty, Unanimity and Right", *Economica*, 43.
- SEN, A., (1978), "Ethical Measurement of Inequality: Some Difficulties", in Krelle et Shorrocks.
- SEN, A., (1987), "*On Ethics and Economics*", Oxford, Blackwell.
- SERVET, J.-M. (1979), "Le Prince masqué. Formation de l'économie politique et occultation du politique : l'exemple de l'argent », *Procès*, N° 4, pp. 153-184.
- SERVET, J.-M. (1996), "Les avatars d'un dollar chinois », *Rapport moral sur l'argent dans le monde*, Paris, AEF.
- SERVET, J.-M. et VALLAT, D. (éd.)(1998), "*Exclusions et Liens financiers. Rapport 1997* », Paris, AEF/Montchrestien.
- VIVERET, P. (2002) « *Reconsidérer la Richesse* », Rapport au Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire, www.socioeco.org
- WHITAKER, F. (1982) "*Planejamento: sim ou não?*", São Paulo, Vozes, 132p.